

DÉCISION NE FAISANT PAS OPPOSITION À UNE DÉCLARATION PRÉALABLE SOUS RÉSERVES DE PRESCRIPTIONS Créant 0.0 m² de surface de plancher

ARRÊTÉ N°107/2024

Le Maire,

VU la déclaration préalable déposée le 24/06/2024,

- Par **Monsieur Perrachon Gabriel**,
- Demeurant 57 impasse du Tircis 38510 ARANDON-PASSIN,
- Enregistrée sous le numéro **DP0382972410045**,
- Pour la création d'une pergola en structure bois, accolée à la maison individuelle existante en façade sud, couvrant une surface de 37.6 m², longueur 9.4m, largeur 4.0m, hauteur faitage 2.6m, toiture en tuile terre cuite identique à la maison existante, avec un pourcentage de pente supérieur ou égal à 25%
- Sur un terrain cadastré **0A-1285**,
- Sis 57 impasse du Tircis 38510 Arandon-Passins,

VU l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la déclaration en date du

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et L 421-4,

VU le code de l'urbanisme, notamment l'article L 422-1 a) relatif aux communes décentralisées,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de PASSINS approuvé le 20/03/2023,

ARRÊTE

Article 1 : Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2 :

D'après le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Passins approuvé le 20/03/2023, TITRE III – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES : SECTION 2 DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE Ub, Chapitre 2 Caractéristiques urbaines architecturales environnementale et paysagères, paragraphe Les matériaux :

Pour les travaux et extensions sur le bâti existant, une cohérence de nature et d'aspect avec les matériaux employés pour la construction initiale doit être respectée.

D'après le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Passins approuvé le 20/03/2023, TITRE III – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES : SECTION 2 DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE Ub, Chapitre 2 Caractéristiques urbaines architecturales environnementale et paysagères, paragraphe Les toitures :

L'unité de mode de couverture sera recherchée.

La dépassée de toiture doit être supérieure ou égale à 0.50m.

Fait à ARANDON PASSINS

Le 08/07/2024

Le Maire,

Maria SANDRIN



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R 424-17 du Code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis / de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A 424-15 à A 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation

Lorsque le projet porte sur une construction, le bénéficiaire doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.